

bonjour,

voici globalement nos propositions,

Ce qu'il faut retenir: est que le mouvement de la France Insoumise a construit son programme l'avenir en commun en réunissant des assemblées citoyennes, il va de soi que sur les questions qui vous tiennent à cœur, notre démarche ne variera pas, nous sommes pour la concertation, néanmoins vous trouverez les grandes lignes de nos propositions

la sécurité routière est une affaire citoyenne et non pas privé comme va le privilégier le gouvernement Macron il va servir l'intérêt de ses amis de l'oligarchie en menant une politique de répression en faisant payer les conducteurs (trices) devenus les vaches à lait du système répressif.

En lisant nos propositions vous comprendrez que nous misons sur la prévention et l'intelligence des conducteurs "responsables

bonne lecture, restant à votre disposition

1 - Généraliser l'éthylotest anti-démarrage dans tous les véhicules Nous sommes favorables à cette disposition en la rendant obligatoire sur tous les nouveaux véhicules. Il sera nécessaire que l'état et les entreprises publiques du secteurs du contrôle d'alcoolémie restent prépondérants afin d'éviter de créer un marché profitable pour quelques industriels peu scrupuleux sur le dos de la sécurité routière. Si cela est d'intérêt général, il est normal que cela ne conduise pas à servir des intérêts particuliers

2 - Imposer le droit à la déconnexion pour les salariés lors de leurs trajets professionnels Le droit à la déconnexion est un des enjeux pour les travailleurs du 21e siècle. Nous abrogerons la loi El Khomri mais nous entendons proposer une nouvelle version du code du travail, plus protecteur que l'actuel et qui reprendrait le droit à la déconnexion dans une version plus contraignante que ce qui existe dans la loi actuelle.

3 - Anticiper les nouveaux risques routiers liés à l'arrivée des véhicules autonomes d'alerter sur les nouveaux risques liés aux véhicules dits "autonomes". Nous sommes favorables à l'organisation d'un débat public sur le sujet.

4 - Atteindre l'objectif "zéro enfant tué sur nos routes" Évidemment je suis favorable à cet objectif. Même si parfois elles tiennent plus de l'ordre du symbolique comme la question du taux de TVA réduit pour les sièges auto, elles ont le méritent de rendre concret cet objectif.

5 - Intensifier les actions de prévention sur le terrain et sur tout le territoire en soutenant les associations comme les associations de motards Nous augmenterons le budget alloué à la prévention routière dans le cadre de notre plan de relance économique qui prévoit de consacrer 173 milliards d'euros de dépenses supplémentaires dans le budget de fonctionnement de l'Etat. Inutile de rappeler que la prévention a prouvé dans biens des domaines son efficacité économique comparée aux coûts du malheur et des réparations qui en découle.

6 - Instaurer un volet préventif face à l'automatisation des condamnations liées aux infractions et délits routiers Encore une fois c'est une mesure de bon sens nous analyserons dans le détail l'utilité réelle d'automatiser ou de contraventionnaliser un certain nombre de délits.

Par ailleurs vous trouverez ci-dessous les propositions que nous formulons sur le sujet, Sur la prévention : - Poursuivre et amplifier les campagnes de prévention à l'école dès le plus jeune âge. - Augmenter les crédits alloués à la prévention hors cycle scolaire (événements autour de la

prévention sécurité routière par exemple). - Développer les outils de prévention notamment avec la réalité virtuelle et les simulateurs. - Développer les formations à l'éco-conduite alliant les objectifs de sécurité routière et de diminution de la pollution, que ce soit dans la fonction publique ou dans le secteur privé.

Actions allant dans le sens de la réduction du nombre d'accidents et notamment du nombre de morts : - Etudier la possibilité d'être plus stricte sur le cahier des charges des véhicules roulants autorisés, notamment le bridage du moteur autour des 130 km/h, la vitesse restant un des premiers facteurs de risque d'accident.

Par ailleurs cela pourrait permettre de réduire la pollution de l'air qui a des conséquences sur l'organisme même si cela ne rentre pas strictement dans le champ de la sécurité routière.

- Encadrer les publicités commerciales en leur interdisant de mettre en avant la vitesse comme valeur positive.

- Diminuer le nombre de camions sur la route en développant massivement le ferroutage avec à la clé désengorgement du trafic et diminution de la fatigue liée aux longs trajets.

- Développer massivement les transports en commun en améliorant le maillage, la cadence et en tendant vers la gratuité. Les risques d'accident et de mort sont beaucoup plus faibles en transport en commun. Pour le vélo et les modes de déplacement doux, il est essentiel de soutenir les investissements sur la voirie et les infrastructures pour assurer des parcours sûrs.

- Améliorer le pilotage interministériel de la sécurité routière en assurant un positionnement hiérarchique fort de cette thématique. Concernant les addictions :

- Développer les campagnes de prévention concernant les drogues et l'alcool en associant le ministère de l'Intérieur et celui de la Santé. Cela ne doit pas rester le monopole du ministère de l'Intérieur qui de fait ne passe qu'un seul type de message lié à un seul point de vue. Concernant la formation au permis de conduire :

- Il est prévu de proposer la formation à la conduite et le passage du permis de conduire gratuitement dans le cadre d'un service citoyen obligatoire par conscription avant 25 ans et proche du lieu de vie. Cela permettra de s'assurer d'une durée de formation suffisante là où le coût de la formation pousse l'utilisateur à acheter le moins d'heures de formation possible. Sur les contrôles routiers :

- Miser massivement sur le contrôle automatisé n'est pas la garantie de résultats comme le montre pour la première fois la hausse du nombre de morts sur la route parallèlement à la hausse du nombre de radars. Nous mènerons une étude afin d'utiliser des radars plus pédagogiques et plus efficaces (radars qui fonctionnent sur des vitesses moyennes et pas seulement sur des mesures instantanées, etc.)

- Nous refusons de confier la mission de contrôle, notamment pour le déploiement des radars embarqués, à des sociétés privées. Cela doit rester une mission assurée par des fonctionnaires qui garantissent neutralité, discernement, éthique, etc.

- Le nombre de fonctionnaires de police et de gendarmerie consacré aux missions de contrôle routier par le biais de recrutements ainsi que par le dégagement de temps supplémentaire par une réorganisation des missions (légalisation du cannabis par exemple).

- Modification du code de la route qui pénalise la consommation de cannabis dans l'absolu même si le conducteur n'est plus sous l'emprise de la drogue. Aujourd'hui un automobiliste qui a consommé la veille sera contrôlé positif alors même que sa conduite ne sera plus dangereuse du fait de l'extinction des effets sur l'organisme. L'objectif est bien de pénaliser la conduite sous l'emprise de cannabis et non pas dans l'absolu. Plus globalement : - Notre programme va dans le sens de ralentir la vie notamment par la reprise en main du temps pour chaque individu. Cela passe par la relocalisation de l'activité et par la diminution du temps de travail. Dès lors cela limite les phénomènes de course permanente contre la montre où la vitesse devient un élément de compétitivité collective et individuelle. - Notre opposition concernant les plate-forme type Uber ou Deliveroo vont aussi dans le sens de la sécurité routière. En effet, les conducteurs ou cyclistes sont souvent contraints de faire de nombreuses heures sans aucun encadrement. Conséquence, la fatigue qui s'accumule est un facteur important de risque d'accident. Les exemples sont malheureusement beaucoup trop nombreux. Les passages de l'Avenir en commun qui contribuent à l'amélioration de la sécurité routière :

13. Garantir la sécurité et la sûreté “* Renforcer les moyens humains et matériels des forces de sécurité, en quantité et qualité * Mettre en place un plan d'amélioration qualitative de la police et de la gendarmerie * Recruter des agents administratifs pour libérer policiers et gendarmes aptes à aller sur le terrain et qui travaillent sur des postes administratifs * Ramener les effectifs de policiers et gendarmes à ceux de 2007 [...] * Dotation des services en moyens techniques et matériels suffisants, renouvellement général du parc informatique sous contrainte de sécurité des échanges”

14. La jeunesse au service de l'intérêt général et de la sûreté de la nation “Créer un service citoyen obligatoire : [...] * Comprenant un bilan de santé, une évaluation des capacités d'écriture, de lecture et de calcul avec leur éventuelle mise à niveau, la formation gratuite à la conduite et le passage de l'examen du permis de conduire”

41. Développer les transports publics écologiques et repenser la mobilité individuelle “Développer le transport ferroviaire * Adopter un plan de développement du ferroutage et de report modal pour réduire le transport routier de marchandises [...] * Renationalisation des autoroutes [...] Repenser la mobilité individuelle * Engager la sortie du diesel en commençant par supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprise * Développer les usages partagés de la voiture (auto-partage, covoiturage courte et longue distances) et les mobilités douces (vélo, etc.) *

Développer les véhicules électriques pour les flottes captives”

47. Organiser et aménager le territoire par la démocratie et les services publics “Défendre et reconstruire le maillage de transports en commun et de services publics sur tout le territoire, dans les départements ruraux et les quartiers populaires.

Pour la France insoumise Marco Bernalicis, Directeur de campagne de Marie-Anne GUILLEMAIN candidate aux législatives seconde circonscription de la Nièvre